

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert)  
L2125-1, R2161-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 (Accord-cadre à bons de commande)  
du Code de la commande publique*

*Pouvoir adjudicateur :*

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique  
Fonction Achat mutualisée**

**En qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique**

*Etablissement partie bénéficiaire :*

**Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer**

*Objet du marché public :*

**PRESTATIONS DE BLANCHISSERIE  
POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE BELLE-ILE-EN-MER**

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1. GENERALITES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT .....	5
ARTICLE 2. OBJET .....	5
ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION .....	5
ARTICLE 4. TYPE.....	5
ARTICLE 5. DECOMPOSITION.....	5
5.1. Allotissement .....	5
5.2. Options .....	6
ARTICLE 6. DUREE .....	6
ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION .....	6
ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
<b>CHAPITRE 2. CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 9. QUALITE DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 10. OBLIGATION DE RESULTAT .....	8
ARTICLE 11. CADRE D'INTERVENTION .....	8
ARTICLE 12. CONTINUITE DE SERVICE .....	9
12.1. A la mise en place du marché .....	9
12.2. En cours d'exécution du marché .....	9
ARTICLE 13. PERSONNEL DU TITULAIRE.....	9
13.1. Désignation des agents.....	9
13.2. Tenue du personnel.....	10
13.3. Discrétion et confidentialité.....	10
ARTICLE 14. COMMANDES ET DELAIS D'EXECUTION .....	10
14.1. Emission des bons de commande .....	10
14.2. Modification et annulation d'un bon de commande .....	10
14.3. Délais d'exécution .....	11
14.4. Prolongation du délai d'exécution.....	11
ARTICLE 15. RAMASSAGES ET LIVRAISONS.....	11
15.1. Transport et déchargement .....	11
15.2. Conditions de livraison .....	11
ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE PUBLIC .....	12
16.1. A l'initiative du Pouvoir adjudicateur .....	12
16.2. A l'initiative du Titulaire .....	12
ARTICLE 17. AUTRES MODALITES D'EXECUTION .....	13
17.1. Obligation de conseil .....	13
17.2. Discrétion et confidentialité.....	13
17.3. Assurances.....	13
17.4. Sous-traitance.....	14
17.5. Protection des données personnelles .....	16
17.5.1. Description du traitement .....	16
17.5.2. Obligation du sous-traitant .....	16
17.5.3. Droits des personnes .....	17
17.5.4. Violation des données à caractère personnel .....	17
17.5.5. Fin du contrat .....	17
17.5.6. Clause de réexamen .....	17
17.6. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement .....	17
17.6.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....	17
17.6.2. Protection de l'environnement .....	18
17.7. Régularité de la situation sociale et fiscale .....	18
17.7.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire .....	18

17.7.2.	<i>Sanctions en cas d'irrégularités constatées</i> .....	18
17.8.	Notification.....	19
17.9.	Suivi d'exécution du marché public.....	19
<b>CHAPITRE 3. PRIX ET REGLEMENT</b> .....		<b>20</b>
ARTICLE 18.	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	20
18.1.	Type de prix.....	20
18.2.	Contenu des prix .....	20
18.3.	Variation des prix .....	20
ARTICLE 19.	MODALITES DE REGLEMENT .....	21
19.1.	Mode de règlement.....	21
19.2.	Présentation des demandes de paiement .....	22
19.3.	Délai de paiement .....	22
19.4.	Suspension du délai de paiement .....	23
19.5.	Intérêts moratoires .....	23
19.6.	Avance.....	23
ARTICLE 20.	PENALITES .....	23
20.1.	Pénalités de retard .....	23
20.2.	Autres pénalités .....	25
<b>CHAPITRE 4. LITIGES</b> .....		<b>26</b>
ARTICLE 21.	RESILIATION DU MARCHE PUBLIC .....	26
ARTICLE 22.	LANGUES ET RECOURS .....	26
<b>CHAPITRE 5. DEROGATIONS AU CCAG / FCS</b> .....		<b>27</b>
ARTICLE 23.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	27

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS

Par convention signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le Groupement Hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

### ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour les besoins du **Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer**, dénommé ci-après « l'Etablissement »,

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le Titulaire ».

### ARTICLE 2. OBJET

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le Titulaire s'engage à assurer les prestations de blanchisserie au bénéfice du **Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer**.

La description technique des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

### ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

### ARTICLE 4. TYPE

Il s'agit :

- D'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique,
- De services,
- Mono-attributaire,
- Conclu sans minimum en quantité ou en valeur, avec un maximum annuel en valeur de **500 000,00 € HT**.

Le maximum annuel en valeur constitue la limite supérieure des obligations contractuelles du Titulaire. Les estimations prévisionnelles annuelles en quantité, qui figurent dans l'Annexe 3 et l'Annexe 5 du CCTP, sont des données indicatives, définies à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections ; elles n'ont aucun caractère contractuel.

### ARTICLE 5. DECOMPOSITION

#### 5.1. Allotissement

Prestations divisées en lots :

☒ Oui ☐ Non

Le marché public ne donne pas lieu à allotissement, les prestations objet du marché public formant un ensemble cohérent dont la dissociation rendrait techniquement difficile et financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

## 5.2. Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles :

☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☐ Oui ☒ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions :

☒ Oui ☐ Non

## ARTICLE 6. DUREE

Le marché public s'exécute à compter du 17 mars 2025 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date, jusqu'au 28 février 2026.

Il est renouvelable par tacite reconduction au 1<sup>er</sup> mars par période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) renouvellements, sauf décision expresse de non reconduction de l'Etablissement support adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit via le profil d'acheteur, deux (2) mois avant la date d'échéance du marché public.

La durée totale du marché public n'excèdera pas quarante-huit (48) mois.

Le Titulaire du marché public ne peut s'opposer à la tacite reconduction. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

## ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées au bénéfice du Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer situé au lieu-dit La Vigne au Palais (56360)

## ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), les documents contractuels qui régissent le présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe :
  - ✓ Annexe 1. Bordereau des prix unitaires ;
- Le présent CCAP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi, et ses annexes :
  - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation ;
- Le CCTP conservé par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, lequel fait seul foi et ses annexes :
  - ✓ Annexe 1. Plan de masse du Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer ;
  - ✓ Annexe 2. Modèles de chariots ;
  - ✓ Annexe 3. Quantité de linge à fournir et articles en vigilance ;
  - ✓ Annexe 4. Description des articles ;
  - ✓ Annexe 5. Quantités traitées ;
  - ✓ Annexe 6. Pochettes pour tenues professionnelles ;
  - ✓ Annexe 7. Fiches techniques du matériel ;
- Le CCAG / FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve ou condition aux pièces désignées ci-dessus. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au marché public.

### ARTICLE 9. QUALITE DES PRESTATIONS

Toutes les mesures sont prises par le Titulaire pour respecter les stipulations du marché public, les normes et spécification techniques applicables, et notamment celles visées au CCAP et au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu d'en informer l'Etablissement.

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la période d'exécution du marché public.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché public.

### ARTICLE 10. OBLIGATION DE RESULTAT

**Le Titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat** impliquant que le Titulaire doit constamment s'adapter et mettre en œuvre tous ses moyens (matériels et humains) afin de maintenir en permanence une prestation conforme aux exigences définies dans les documents du marché public, les normes et les réglementations applicables.

### ARTICLE 11. CADRE D'INTERVENTION

Le Titulaire doit :

- Rencontrer le référent de l'Etablissement pour connaître les contraintes d'accès aux locaux et prendre connaissance des consignes de sécurité à respecter.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel il intervient le cas échéant.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de la prestation. Dans le cas où la réglementation n'est pas respectée, la prestation est arrêtée et tout retard pris à cause du non-respect de ladite réglementation est à la charge du Titulaire.
- Se conformer aux dispositions particulières imposées par l'Etablissement dans son fonctionnement lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention dans des secteurs sensibles ou protégés.

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la nécessité de maintenir l'activité de l'Etablissement,
- Des contraintes dues à la destination, notamment des horaires possibles d'intervention du fait de l'exploitation des sites,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des sites.

Le Titulaire est réputé avoir contrôlé toutes les indications portées dans les documents composant le marché public, notamment celles données par le CCTP et ses annexes, et recueilli les renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Etablissement. Le Titulaire déclare en conséquence avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution. Le Titulaire ne peut se prévaloir, ni pour éluder ses obligations définies au présent marché public, ni pour élever une quelconque réclamation, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux.



## ARTICLE 12. CONTINUITE DE SERVICE

### 12.1. A la mise en place du marché

En cas de changement de titulaire, la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations intervient un (1) mois après la date de notification du marché.

### 12.2. En cours d'exécution du marché

Compte tenu de la nature de la prestation, en cas de grève de son personnel ou d'intempéries, de pandémie etc..., ne relevant pas d'un cas de force majeure, le Titulaire s'engage à assurer la poursuite d'un service minimum en toutes circonstances.

En cas d'indisponibilité du matériel ou de défaillance temporaire ou définitive de son personnel ou tout autre évènement conditionnant l'exécution de la prestation, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité et de délais.

En aucun cas, le remplacement du matériel ou du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché public.

En cas de défaillance du Titulaire non justifiée par un cas de force majeure, il peut être fait appel à un autre prestataire, aux frais et risques du Titulaire.

## ARTICLE 13. PERSONNEL DU TITULAIRE

### 13.1. Désignation des agents

Le Titulaire désigne nommément la ou les personnes susceptibles de réaliser les prestations. Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations objet du présent marché public. Elles possèdent la qualification professionnelles et l'habilitation et / ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire doit présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'Etablissement.

Si les transports sont réalisés par une équipe, le responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur principal de l'Etablissement.

Une liste de ces personnes est fournie à l'Etablissement et mise à jour par le Titulaire.

L'Etablissement doit être informé de tout changement de responsable.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, lorsqu'il est prévu dans le marché public que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, l'absence de récusation par l'Etablissement du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement du personnel du Titulaire pour des motifs professionnels ou autres. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent accord-cadre ou en cas de faute grave.

Le Titulaire doit assurer la stabilité de son personnel de façon à privilégier une meilleure connaissance de l'Etablissement et

des interlocuteurs de l'Etablissement par son personnel.

Il appartient au Titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de travail et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

### **13.2. Tenue du personnel**

Le personnel du Titulaire doit être muni d'une tenue reconnaissable et d'un badge lors des interventions dans l'Etablissement.

### **13.3. Discretion et confidentialité**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

## **ARTICLE 14. COMMANDES ET DELAIS D'EXECUTION**

### **14.1. Emission des bons de commande**

Les prestations sont effectuées au vu des bons de commande émanant de l'Etablissement et signés par son Directeur ou la personne ayant reçu délégation de signature. Seules les commandes passées par le représentant de l'Etablissement donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

Ces bons adressés par e-mail, fax, ou courrier, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- La désignation des prestations,
- La quantité commandée,
- La date ou la période d'exécution souhaitée,
- Le prix unitaire net HT.
- Le montant TTC de la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Etablissement dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

### **14.2. Modification et annulation d'un bon de commande**

L'Etablissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, modifier ou annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

### 14.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution maximum sont définis dans le CCTP.

### 14.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande dans le délai contractuel.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'Etablissement dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG/FCS.

En outre, en dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, l'Etablissement peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution de la prestation de transport.

Cette prolongation est accordée au Titulaire par courriel, courrier ou fax.

## ARTICLE 15. RAMASSAGES ET LIVRAISONS

### 15.1. Transport et déchargement

Conformément à l'Article 20.3 du CCAG/FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses matériels et articles, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient survenir lors des opérations de ramassage et de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les manutentions nécessitées par l'exécution des prestations sont à la charge du Titulaire du marché public.

Le Titulaire est tenu de réaliser les ramassages et les livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans l'enceinte de l'Etablissement. Il s'engage à faire respecter par ses intervenants les règles de circulation et d'accès imposées par l'Etablissement. Il est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles.

Le Titulaire demeure responsable de tout dommage pouvant affecter les personnes (agents, patients, visiteurs) et les biens à l'occasion des ramassages et des livraisons, qu'ils soient commis par ses agents, représentants ou sous-traitants.

Les conditions d'hygiène relatives au transport et au stockage doivent en tous points être conformes aux dispositions réglementaires.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (exemples : grève de transporteurs, intempéries...), le Titulaire du marché public assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des articles dans les meilleurs délais.

### 15.2. Conditions de livraison

Les livraisons s'effectuent par les soins du Titulaire à ses risques et périls, aux lieux, jours et horaires définis au CCTP.

Le bordereau de livraison (joint de manière visible sur le colis) indique :

- La date d'expédition,
- La date de livraison,
- Le lieu de livraison,
- Le nom de l'Etablissement et son adresse,
- L'identification du Titulaire,
- Le ou les services concernés,
- L'identification du fournisseur,
- Les quantités de linge propre livrées par article et par taille,

- Les poids livrés par catégorie.

## ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN OU MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE PUBLIC

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant. L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% sur le maximum annuel en valeur initial du marché.

### 16.1. A l'initiative du Pouvoir adjudicateur

- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celles du marché public devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.
- Intégration ou suppression d'un site ou d'un lieu de ramassage devenue nécessaire suite à des réorganisations logistiques ou de services, à la modification ou à la création de bâtiments, avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.
- Modification des prestations à réaliser suite à des réorganisations logistiques ou de services, à la modification ou à la création de bâtiments, avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.

### 16.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, cession d'une ou de différentes activités, l'acquisition d'une nouvelle activité ...) à une autre entreprise, céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
- La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement support se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement support ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et sont sans influence sur les prix du Titulaire.

- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché ou

modification d'une prestation devenue nécessaire suite à une évolution de la réglementation applicable, avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation d'articles durant la période d'exécution du marché et commercialisation d'articles de remplacement : le Titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre du marché public initial ou à des conditions financières plus avantageuses.

## **ARTICLE 17. AUTRES MODALITES D'EXECUTION**

### **17.1. Obligation de conseil**

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché public. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché public.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché public.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

### **17.2. Discretion et confidentialité**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement. Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

### **17.3. Assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Etablissement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG/FCS. A titre particulier, le Titulaire doit bénéficier d'une assurance garantissant :

- Sa flotte de véhicules ;
- Sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels des Etablissements, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :
  - o Par son personnel salarié ;
  - o Par ses matériels ;
  - o Du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

Le Titulaire doit remettre à l'Etablissement support dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché public, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public (sauf s'il a remis cette attestation lors du dépôt de son offre).

À tout moment durant l'exécution du marché public, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Etablissement support ou d'un Etablissement bénéficiaire et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'Etablissement support ou un Etablissement ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une nouvelle attestation d'assurance en cours de validité.

#### 17.4. Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations faisant l'objet du marché public (montant des prestations supérieur à 600 € TTC) sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par l'Etablissement concerné.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par l'Etablissement est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), les documents suivants :

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit produire une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant.
- Une déclaration sur l'honneur justifiant que le sous-traitant n'entre pas dans un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique, notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Cette déclaration est contenue dans le formulaire DC4.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la commande publique une déclaration sur l'honneur.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.  
Lorsque le sous-traitant est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :

- Un **certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA** délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur de moins de trois mois.
- Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail ; à savoir :
  - Lorsque le sous-traitant est établi hors de France, il produit avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R1263-12 du code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
    - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R263-6-1 ;
    - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-1 (Représentant de l'entreprise sur le territoire national).
  - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du code du travail) : *Ces attestations sont à remettre également tous les 6 mois.*
    - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
    - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
    - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
    - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
  - La liste des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail ou l'attestation sur l'honneur que la société n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation. Cette attestation est à remettre également tous les 6 mois.

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée,
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.



Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS, l'Etablissement notifie au Titulaire l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché public à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché dans les conditions du CCAG.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais à l'Etablissement toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes

## **17.5. Protection des données personnelles**

### *17.5.1. Description du traitement*

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché public.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché public.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

### *17.5.2. Obligation du sous-traitant*

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article 17.5.1 des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché public.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;



- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### *17.5.3. Droits des personnes*

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement de l'Etablissement.

#### *17.5.4. Violation des données à caractère personnel*

Le sous-traitant notifie sous 36 heures maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

#### *17.5.5. Fin du contrat*

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

#### *17.5.6. Clause de réexamen*

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

### **17.6. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement**

#### *17.6.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail*

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable. Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché public, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

#### *17.6.2. Protection de l'environnement*

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

### **17.7. Régularité de la situation sociale et fiscale**

#### *17.7.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire*

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, au l'Etablissement, en recommandé avec avis de réception.

#### *17.7.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées*

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail,

- a) En cas de non remise des documents mentionnés à l'article ci-dessus,
- b) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de l'Etablissement,

L'Etablissement ou l'Etablissement support peut :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L8222-6 du Code du Travail, dont le montant fixé à 5% du montant de l'accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L.8224-2 et L8224-5 du Code du Travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité conformément à l'article 21 du présent CCAP.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de vingt (20) jours ouvrés, à compter de sa date de notification. A défaut de fourniture de documents, l'Etablissement support prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L8222-6 du Code du Travail.

### 17.8. Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. A défaut, l'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement support dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et du bordereau des prix unitaires.

### 17.9. Suivi d'exécution du marché public

Le Titulaire transmet le bilan annuel relatif aux prestations et au chiffre d'affaires réalisés à l'Etablissement support et à l'Etablissement.

Ce tableau est transmis :

- Soit au cours du mois de mars suivant une période d'exécution de 12 mois du marché public,
- Soit lorsque le montant commandé par l'Etablissement atteint 80% du maximum annuel en valeur du marché.

Ces données sont adressées sous format Excel par prestation, et comprennent les éléments suivants :

- Nom de l'Etablissement
- Désignation de la prestation
- Quantité annuelle (unités)
- Prix unitaire HT
- Total HT annuel
- Total TTC annuel

En fin de marché public, le Titulaire fournit un tableau récapitulatif présentant les données par année.

Le tableau est envoyé à l'adresse suivante : [philippe.paquereau@ch-bretagne-atlantique.fr](mailto:philippe.paquereau@ch-bretagne-atlantique.fr)

### ARTICLE 18. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

#### 18.1. Type de prix

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires, indiqués au bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Les prix du marché public sont établis hors T.V.A. Le taux de la T.V.A. appliqué sur les prix hors taxes sera celui en vigueur à la date de mandatement.

#### 18.2. Contenu des prix

Les prix figurent dans le bordereau des prix unitaires et comprennent tous les frais relatifs à l'exécution de la prestation, notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport du matériel, du linge sale et du linge propre jusqu'au lieu de livraison ;
- Tous les frais d'acquisition et de réassort des articles ;
- Tous les frais liés à la mise à disposition des équipements nécessaires au transport du linge propre et du linge sale ;
- Tous les frais de main d'œuvre ;
- Tous les frais de stockage ;
- Tous les frais d'entretien des articles ;
- Tous les frais de contrôle bactériologiques et des eaux de rinçage ;
- Les frais de d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'Etablissement ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les accessoires nécessaires à une parfaite exécution du marché ;
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire certifie que les prix proposés à l'Etablissement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle, et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur. Il s'engage à fournir à l'Etablissement toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution

**La stratégie tarifaire adoptée par le Titulaire pour obtenir le marché public doit être maintenue pendant toute sa durée d'exécution.**

#### 18.3. Variation des prix

Les prix sont fermes jusqu'au 28 février 2026 et révisables annuellement chaque 1<sup>er</sup> mars en cas de reconduction (= date de reconduction).

A l'issue de chaque période contractuelle, les prix sont automatiquement reconduits sauf demande de révision de prix à la hausse comme à la baisse, formulée par le Titulaire ou l'Etablissement, au cours du 1<sup>er</sup> mois de reconduction. Passé ce délai, les prix ne sont pas révisés pour l'année à venir. Si la révision n'est pas expressément demandée, les prix applicables restent ceux de l'offre initiale ou de la période antérieure et les parties sont réputées renoncer à cette révision pendant toute la durée de la nouvelle période contractuelle.

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application aux prix du marché public de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,2 + (0,2(CT1/CT0) + 0,2(DE1/DE0) + 0,15(PS1/PS0) + 0,15(TR1/TR0) + 0,1(PT1/PT0))$$

Dans laquelle :

<b>P1</b>		Prix révisé HT
<b>P0</b>	A la date de réception des plis	Prix initial HT
<b>CT1</b>	Dernier indice connu à la date de reconduction	Indice du coût du travail horaire - Tertiaire (010762001)
<b>CT0</b>	Dernier indice connu à la date de réception des plis	
<b>DE1</b>	Dernier indice connu à la date de reconduction	Indice de prix de production - Électricité, gaz, vapeur, prod. et distrib. d'eau, gestion déchets (010764353)
<b>DE0</b>	Dernier indice connu à la date de réception des plis	
<b>PS1</b>	Dernier indice connu à la date de reconduction	Indice de l'évolution de la production dans les services - Blanchisserie et teinturerie (NAF 96.01 / 010769567)
<b>PS0</b>	Dernier indice connu à la date de réception des plis	
<b>TR1</b>	Dernier indice connu à la date de reconduction	Indice des prix de production - CPF 49.4 – Transport routier (010766514)
<b>TR0</b>	Dernier indice connu à la date de réception des plis	
<b>PT1</b>	Dernier indice connu à la date de reconduction	Indice de prix de production - Tissus pour habillement coton et synthétique (CPF 13.20 / 010763763)
<b>PT0</b>	Dernier indice connu à la date de réception des plis	

Les indices sont les derniers indices définitifs connus selon l'INSEE à la date de révision des prix. La révision des prix se fait sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule, sans aucune variation provisoire.

Le coefficient obtenu est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition d'un indice, un nouvel indice de substitution recommandé par l'organisme de publication est automatiquement utilisé. Si aucun indice n'est recommandé, les parties conviennent de substituer l'indice par voie d'avenant après accord mutuel.

Si des dispositions légales suspendent temporairement l'application de la formule proposée, elle reprend automatiquement à la fin de ces dispositions.

Dans le cadre de sa demande de révision de prix, le demandeur adresse à l'autre partie un bordereau des prix unitaires révisé. L'autre partie procède à la vérification des documents et informations communiqués ; le nouveau prix de règlement ne peut intervenir qu'après accord de l'autre partie.

Les prix sont calculés par arrondis au millième supérieur.

## ARTICLE 19. MODALITES DE REGLEMENT

### 19.1. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

## 19.2. Présentation des demandes de paiement

### ▪ Périodicité

Les prestations sont facturées à terme échu, mensuellement par le Titulaire à l'Etablissement. Elles correspondent aux montants des prestations réalisées au cours du mois.

### ▪ Mentions

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG/FCS, les factures afférentes au présent marché public comportent notamment les mentions suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Numéro de facture ;
- Nom complet et adresse du Titulaire ;
- Numéro individuel d'identification (SIRET) ;
- Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée du prestataire (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Numéro de son compte postal ou bancaire, tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- Nom complet et adresse de l'Etablissement ;
- Code d'identification du service de l'Etablissement en charge du paiement ;
- Références du marché public ;
- **Dates de livraison ;**
- **Désignation et référence précise des articles traités et livrés ;**
- **Quantité en poids par catégorie de linge livré ;**
- Coût unitaire hors TVA de la prestation ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total HT et TTC.

### ▪ Envoi de factures dématérialisées

Les factures du Titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission** dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant. Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'Etablissement informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

## 19.3. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement concerné.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date d'émission du bon de commande.

#### **19.4. Suspension du délai de paiement**

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

#### **19.5. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### **19.6. Avance**

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS. Le taux de l'avance applicable est donc le taux minimum prévus à l'article R2191-7 du Code de la commande publique : une avance de 5% est accordée au Titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

### **ARTICLE 20. PENALITES**

#### **20.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque l'Etablissement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait de l'Etablissement :

- Soit déduites du montant de la facture des prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'Etablissement, d'un titre de recette.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'Etablissement support, de résilier l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 21 ci-après. Si le montant total des pénalités cumulés atteint 10% du montant maximum annuel du marché public, l'Etablissement support peut mettre en œuvre la procédure de résiliation dans les conditions définies à l'article 21 du présent CCAP.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

Fait générateur	Montant de la pénalité	Base de calcul de la pénalité
Retard de livraison du linge propre ou de ramassage du linge sale (avec livraison ou ramassage le jour J)	50 euros	Par heure de retard. Les pénalités commencent à courir l'heure suivant le terme du délai contractuel d'exécution. Toute heure de retard entamée est due.
Retard de livraison du linge propre ou de ramassage du linge sale (avec livraison ou ramassage un autre jour)	150 euros	Par jour de retard. Les pénalités commencent à courir le jour suivant le terme du délai contractuel d'exécution. Tout jour de retard entamé est dû.
Retard de livraison de linge suite à une livraison incomplète	5 euros	Par pièce de linge non livrée et par jour de retard
Retard de transmission des rapports de contrôles bactériologiques et des rapports d'analyses des eaux de rinçage y compris PH de l'eau	10 euros	Par jour de retard
Retard de transmission du plan d'action en cas d'analyse défavorable	10 euros	Par jour de retard
Retard de transmission du tableau de bord mensuel de ventilation du poids de linge sale traité par catégorie de linge et de tarif (Excel)	5 euros	Par jour de retard
Retard de transmission du tableau de bord mensuel des quantités de linge propre livrées par service, par article et par taille (Excel)	5 euros	Par jour de retard
Retard dans la remise du bordereau de livraison par chariot et par service de linge propre	5 euros	Par bordereau de livraison et par jour de retard
Retard de transmission de la fiche technique de l'article de linge	5 euros	Par document non fourni et par jour de retard
Retard de transmission des fiches techniques et fiches de données de sécurité + protocoles et dosages des produits d'entretien du linge	5 euros	Par document non fourni et par jour de retard
Retard de transmission de la liste des articles réformés avec la date de mise à la réforme et l'action menée (Excel)	5 euros	Par semaine de retard
Retard de transmission de l'inventaire annuel	150 euros	Par mois de retard
Retard de transmission des autres données chiffrées demandées par l'Etablissement	10 euros	Par jour de retard



## 20.2. Autres pénalités

- Pénalité pour non-respect du lieu de livraison du linge propre ou de ramassage du linge sale : 50 € par chariot livré au mauvais local
- Pénalité pour non-respect des dispositions contractuelles relatives à la qualité de propreté du linge livré après traitement : 5 € par pièce de linge non conforme
- Pénalité pour non-respect des dispositions contractuelles relatives à la qualité de la finition du linge livré après traitement : 5 € par pièce de linge livrée chaude ou humide
- Pénalité en cas de défaut de marquage du linge par le Titulaire : 5 € par pièce de linge non marquée ou avec un marquage incomplet et par constat transmis au Titulaire par l'Etablissement
- Pénalité pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé : conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€, dans la limite des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché public.

### ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre à tout moment, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

La résiliation peut être prononcée aux torts du Titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- Conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS,
- Défaut et/ou mauvaise exécution des prestations (notamment dégradation de la qualité des prestations de nature à les rendre impropres à l'exécution prévue au marché public),
- Refus du paiement des pénalités prévues au présent document,
- En cas de non-respect de l'une des clauses du présent CCAP ou du CCTP,
- Inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique,
- Non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

### ARTICLE 22. LANGUES ET RECOURS

Les correspondances, les documentations, les prestations, ainsi que les factures relatives au marché sont rédigées en français.

La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG/FCS, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 46 du CCAG/FCS, le Tribunal Administratif de Rennes sera compétent pour trancher le litige.

**ARTICLE 23. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Il est dérogé au CCAG/FCS dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent CCAP, qui l'emportent, notamment :

<b>Nature de la dérogation</b>	<b>Article du CCAP</b>	<b>Article du CCAG/FCS</b>
Pièces contractuelles	8	4.1
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	13.1	3.4.3
Bons de commandes et Ordres de service	14.1	3.7.2 et 3.8.2
Prolongation du délai d'exécution	14.4	13.3
Sous-traitance	17.4	3.6.2
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	17.6.1	6.2
Protection de l'environnement	17.6.2	7.2
Forme des notifications et informations	17.8	3.1.2 et 4.2.1
Contenu de la demande de paiement	19.2	11.3.2
Pénalités	20.1	14, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	21	38 et 42
Règlement des différends entre les parties	22	46.2